

Paul Pandolfi

La conquête du Sahara (1885-1905)



KARTHALA

Ce livre est consacré à la conquête du Sahara (fin XIX^e-début XX^e siècle), cet espace désertique qui a longtemps nourri les fantasmes des Occidentaux.

Du *rezzou* d'Hassi-Inifel jusqu'à l'installation du Père de Foucauld dans l'Ahaggar, ce sont quelques-uns des épisodes les plus marquants de cette histoire qui sont présentés et analysés ici à travers une (re) lecture critique de plusieurs moments clés de cette histoire.

Toutes les études réunies dans cet ouvrage sont fondées sur des documents issus pour la plupart des *Archives nationales d'outre-mer* d'Aix-en-Provence. Là, se trouve en effet une somme considérable d'archives traitant de l'avancée puis de l'installation de la France au Sahara central. Écrits souvent passionnants et qui dans leur très grande majorité n'avaient jamais été cités ni étudiés. De plus, ces archives (rapports de tournée, documents officiels, correspondances publiques et privées...) présentent un avantage considérable. Contemporaines des événements, rédigées « à chaud » par les acteurs même de cette conquête, elles dévoilent bien souvent ce que masque, censure ou déforme le discours hagiographique qui, répété de livre en livre, d'article en article, s'est vite transformé en une véritable doxa.

Ouvrage indispensable pour les passionnés du désert comme pour les historiens de cette région.

Paul Pandolfi, professeur émérite à l'Université Paul Valéry-Montpellier III, mène depuis plusieurs années des recherches ethnologiques et historiques sur le Sahara. Il a déjà publié trois ouvrages aux éditions Karthala, Une correspondance saharienne. Lettres inédites du général Laperrine au commandant Cauvet (2006) ; Les Touaregs de l'Ahaggar. Parenté et résidence chez les Dag-Ghâli (1998) ; L'habitat du Hoggar. Entre tente et maison : la hutte (1994) ainsi que de nombreux articles dans diverses revues spécialisées.



LERSEM

Cet ouvrage est publié avec le concours du LERSEM
de l'Université Paul Valéry - Montpellier III

KARTHALA sur Internet :

www.karthala.com

Paielement sécurisé

Couverture :

Annonce de la soumission des Touaregs Kel-Ahaggar dans le *Supplément
illustré du Petit Journal* du 26 novembre 1905

©

Éditions

Karthala,

2018

ISBN : 978-2-8111-1868-6

Paul Pandolfi

La conquête du Sahara (1885-1905)

Éditions Karthala
22-24 boulevard Arago
75013 Paris

Pour Alain Nativelle (1941-2017),
en souvenir de nos séjours et voyages
dans ce Sahara qu'il a tant aimé.

Introduction

Ce livre est consacré à la conquête du Sahara, cet espace désertique qui a longtemps nourri les phantasmes des occidentaux.

En 1852, soit deux décennies après la prise d'Alger, l'armée française occupe l'oasis de Laghouat à la lisière nord du Sahara. Rien ne semble alors pouvoir arrêter les troupes coloniales. Mais, en 1881, la mission Flatters, qui avait pour but principal de reconnaître une des voies qu'aurait pu emprunter le transsaharien, est décimée par un groupe de touaregs. L'avancée française au Sahara est dès lors stoppée. Il faudra attendre le début du xx^e siècle pour que la pénétration au sein même du desert saharien reprenne son cours. C'est tout d'abord la chute d'In-Salah et du Tidikelt en 1899-1900 puis, en 1902, la défaite des Touaregs Kel-Ahaggar au combat de Tit. Deux ans plus tard, Mûsa agg Amastan se rend à In-Salah pour y négocier un traité de paix avec le colonel Métois. Celui qui n'est alors qu'un notable influent parmi les siens s'y voit attribuer le titre de chef (*amenûkal*) des Kel-Ahaggar. L'année suivante, c'est encore Mûsa qui accepte que le Père de Foucauld s'installe à Tamanrasset. Ainsi est généralement narrée la conquête du Sahara central. Sur ce fond historique peuvent dès lors se dégager quelques figures qui feront désormais partie du pantheon de cette saga : Laperrine et

Foucauld côté français, Mûsa agg Amastan et Atici agg Amellal côté touareg. C'est à un retour sur cette histoire et sur la manière dont elle est généralement écrite que nous avons souhaité nous livrer.

Toutes les études ici réunies sont fondées sur des documents issus pour la plupart des Archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence. Là, se trouve une somme considérable d'archives traitant de l'avancée puis de l'installation de la France au Sahara. Ecrits souvent passionnants et qui dans leur très grande majorité n'avaient jamais été cités et étudiés. De plus, ces archives (rapports de tournée, documents officiels, correspondances publiques et/ou privées etc.) présentent un avantage considérable. Contemporaines des événements, rédigées « à chaud » en quelque sorte par les acteurs même de cette conquête, elles dévoilent bien souvent ce que masque, censure ou déforme le discours hagiographique qui, répété de livre en livre, d'article en article, s'est vite transformé en une véritable doxa.

Ainsi, au début du siècle, deux expéditions militaires vont contribuer à ouvrir l'Ahaggar à la France. C'est tout d'abord, au printemps 1902, le raid Cottenest qui débouchera sur le combat de Tit et la défaite militaire des Kel-Ahaggar. Puis, fin 1902, la tournée Guillo-Lohan qui pour la première fois pénètre au cœur du massif montagneux jusqu'alors inviolé de l'Atakor. Dans la littérature consacrée à ces événements revient tel un leitmotiv le constat suivant : hors le combat de Tit, ces deux opérations se sont déroulées de manière « pacifique », sans violence envers les populations de la région. Cette vision idyllique des faits ne relève pas simplement d'un simple parti-pris idéologique ; elle se trouve justifiée par la référence qui est alors généralement faite aux rapports rédigés par les deux officiers précédemment cités¹. Or, dans le cas de la célèbre expédition Cottenest, se trouve aux Archives

1. J'ai moi-même sombré dans le piège de ce discours institué puisqu'à propos de la tournée Guillo-Lohan j'ai écrit qu'elle avait pu « sans tirer un coup de feu parcourir le sanctuaire de l'Atakor » (Pandolfi 1998, p. 97).

nationales d'outre-mer un lot de lettres que cet officier avait fait parvenir à son supérieur hiérarchique, le commandant Cauvet. La confrontation entre ce qui est écrit « à chaud » dans ces correspondances et le texte du rapport que rédigea Cottenest à son retour est particulièrement édifiante. A titre d'exemple, voici comment dans son rapport officiel et dans sa correspondance Cottenest narre son séjour dans le village de Tazeruk.

Rapport de tournée de Cottenest : « Le 28 avril nous étions à Tazrouk [...] Nous fîmes séjour à Tazrouk et nous nous retranchâmes dans une grande maison isolée, sur une petite hauteur dominant l'oued, et qui avait été la demeure du mokaddem du Cheikh Senoussi pendant son séjour au Hoggar. Nous baptisâmes cette enceinte du nom de "Fortin Pobéguin" en souvenir du Maréchal des Logis dernier survivant français de la mission Flatters. Après de nombreuses patrouilles dans les environs de Tazrouk, afin de bien nous assurer de la direction prise par Baba Ould Tamaklast, nous reprîmes la poursuite le 30 avril ; nous avions ses traces comme seul guide à travers le pays. »

Lettre de Cottenest à Cauvet, 10 mai 1902 : « 28 avril. Tazrouk. Les Touaregs prévenus par notre déserteur se sont enfuis. Le razzieur de Ben Messis et sa fraction sont avec eux. Les Oulad Rali sont rassemblés depuis longtemps par Ould Othman, noble des Kel Rela qui est kebir de Tazrouk [...] Sa maison bâtie sur une hauteur dominant l'oued Tazrouk, et ayant donné asile au mokaddem des Senoussi venu dernièrement au Hoggar, est rasée. L'emplacement est organisé en réduit [...] Je trouve plusieurs objets dans cette maison, dans le quartier des nobles et dans le quartier des Issakamaren qui me font aussitôt tout raser (43 maisons en terre) [...] Une reconnaissance faite par le kebir Douro ramène 11 zébus ; quatre chouafs sont tués, 7 chameaux et 20 chèvres sont raziés. 29 avril. Séjour pour raser et incendier Tazrouk. »

On retrouve le même type de censure avec Guillo-Lohan. Son rapport, qui fut publié dès 1903 dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, décrit une expédition sans problèmes, sans aucune répression et démonstration de force. Mais dans une lettre de Laperrine à Cauvet je découvrais ce passage : « Demande à Guillo-Lohan s'il serait ennuyé que j'obtienne du gouverneur l'insertion de son rapport ou au moins de la partie géographique dans *l'Afrique française*. Il fera probablement retrancher deux ou trois passages où il y aurait du sang, mort de la femme et du gosse par exemple. » Mis en alerte par cette notation, j'ai pu là aussi retrouver un document important. Il s'agit de la première version manuscrite du rapport de Guillo-Lohan, son brouillon en quelque sorte. De nombreux passages y sont rayés à l'encre noire. Mais certains restent encore lisibles et évoquent tous des actes de violence.

– A propos de groupes d'Issaqamaren nomadisant à l'est de l'Atakor : « Aux différentes reprises où nous nous sommes trouvés en contact avec leurs campements, ils ne furent pas épargnés, la punition fut générale et tout le groupe porta la peine de ses rapines passées et de ses mauvaises dispositions présentes. »

– A propos de la population de Tit accusée de ne pas avoir pris soin des sépultures des tués de l'expédition Cottenest : « Nous leur expliquons toute la gravité de cette faute, et leur déclarons qu'en punition les dix maisons les plus rapprochées seront brûlées. »

On peut certes douter du « pacifisme » de la tournée Guillo-Lohan. Mais s'en tenir là me semble insuffisant. Au niveau des faits une « vérité » peut être atteinte et, dans cette optique, le recours aux archives me paraît non seulement utile mais obligatoire. Cependant cette formule est encore trop vague et par là insuffisante. Ce serait faire preuve d'une grande (et coupable) naïveté de croire que, de par leur concomitance temporelle avec les faits, les archives nous en délivreraient la vérité brute. Pour la période qui nous concerne ici, la plupart

de ces documents proviennent des instances officielles (politiques ou militaires) et il est bien évident que leur contenu est fortement « biaisé » par leurs lieux même de production. Ainsi, fait révélateur, dans les exemples précédents c'est en quelque sorte sur « des archives d'archives » que j'ai fondé mes démonstrations. Les rapports officiels sont écrits « après-coup », ils tiennent compte des lourdeurs hiérarchiques, s'adaptent aux tactiques et stratégies des différents acteurs... et finalement ne dévoilent que ce qu'ils veulent bien révéler. Aussi n'est-ce pas un hasard si ce sont dans les brouillons, les ratures, les gommages de ces textes ou bien dans des écrits d'ordre privé que gisent les informations les plus importantes. Pour illustrer mon propos, je ferai appel à l'étude portant sur l'installation du Père de Foucauld dans l'Ahaggar. Il s'agit là d'un événement qui a souvent et longuement été commenté. Mais, dans tous ces écrits, c'est toujours la même version qui est reprise.

Août 1905, le Père de Foucauld s'installe à Tamanrasset. Cette année là, il accompagne le capitaine Dinaux qui effectue une tournée dans l'Ahaggar. Le 25 juin 1905, à In Ouzel, il avait rencontré Mûsa agg Amastan, le chef Kel-Ahaggar, à qui il avait demandé l'autorisation de résider dans l'Ahaggar. Mûsa avait donné son accord et quand Dinaux et ses hommes remontèrent vers In-Salah, Foucauld lui resta à Tamanrasset. Si naïve qu'elle puisse paraître, c'est bien cette présentation que l'on retrouve dans les nombreuses biographies consacrées au Père de Foucauld. L'installation de ce dernier au cœur du pays touareg ne semble donc poser aucun problème. Mieux même, la plupart des auteurs insistent sur l'empathie quasi immédiate qui s'instaure alors entre le chef Kel-Ahaggar et celui qui va devenir « l'ermite du Hoggar ». Mais mettre en question cette version standard sans pouvoir en proposer une autre serait s'arrêter à mi-chemin et signifierait que là aussi on abandonne l'idée d'approcher la « vérité ». Or, mes recherches m'ont permis de découvrir des documents de première importance et dont l'auteur n'est autre que le capitaine Dinaux lui-même. La prise en compte de ces documents permet de

recontextualiser l'épisode, d'en préciser le déroulement, d'en saisir les enjeux et par là d'opérer un retour critique sur le discours habituellement tenu à son sujet. Je voudrais insister ici sur un point : la nécessité dans ce type de travail d'apporter des « preuves », d'argumenter et d'exemplifier précisément la thèse soutenue. Bien des raisons peuvent aujourd'hui laisser présumer que l'installation du Père de Foucauld à Tamanrasset résulte du rapport de force instauré entre les autorités coloniales françaises et les Touaregs. Mais, si elle n'est pas démontrée, confrontée à la version précédemment évoquée, cette affirmation relèvera du seul choix idéologique ; c'est lui seul qui déterminera dès lors le « camp » dans lequel on se range. Une démonstration argumentée permet de démonter la version la plus communément admise mais aussi de répondre à une série de questions laissées jusqu'alors en suspens. Parmi ces dernières, une me paraît centrale : pourquoi en 1905, Foucauld obtient-il l'accord qui lui a été de fait refusé un an auparavant ? C'est là un point qui est généralement soit minimisé soit même éludé dans la littérature. Or, la réponse à cette question se trouve dans le changement fondamental qui s'opère à ce moment là quant à la politique à suivre au Sahara central et dans la nouvelle donne qui en résulte.

Mais, il ne s'agit pas seulement de critiquer des versions admises. D'autres points méritent d'être soulignés. Ainsi, le découpage historique généralement proposé en ce qui concerne l'histoire du Sahara central de la fin du XIX^e siècle au début XX^e siècle, soit la période d'affrontement entre la puissance coloniale française et les habitants de cette zone, doit être remis en cause. En effet, les relations entre la France et les Touaregs sont souvent présentées et analysées à partir des seuls événements (massacre de la mission Flatters en 1881, combat de Tit en 1902, rencontre d'In-Salah en 1904 etc.) où ces deux entités sont directement impliquées. Par là même, de manière plus ou moins explicite, une périodisation est proposée. Le massacre de la mission Flatters paraît clore une période dominée par le rêve du chemin de fer transsaharien et les projets d'expansion française au Sahara. Avec la prise d'In-Salah

et le combat de Tit, on entre dans une ère nouvelle, celle de l'affrontement direct puis de l'occupation du Sahara central. Dès lors les années 1881-1900 peuvent apparaître comme une période creuse, un « temps mort » durant lequel aucun fait marquant ne se produirait. Ainsi, dans leur ouvrage intitulé *La pénétration saharienne*, Bernard et Lacroix donnent au chapitre traitant de cette période ce titre significatif « La période d'effacement » alors que celui traitant des années 1900-1906 est simplement intitulé « La solution »².

Ce calme relatif qui semble caractériser la période 1880-1900 ne doit pas faire illusion. Bien des événements qui se déroulent alors ont d'évidentes répercussions sur la situation au Sahara central. Tant au nord qu'au sud de la zone occupée par les Kel-Ahaggar et Kel-Ajjer ils sont le signe tangible de l'extension et de la consolidation de l'avancée française. Surtout, ils traduisent une nouvelle option stratégique ouvertement revendiquée par les autorités françaises : plutôt que de tenter des traversées militaires et/ou civiles, on préférera désormais, notamment en s'emparant des oasis du Touat-Tidikelt, imposer un véritable blocus aux habitants. C'est d'ailleurs bien ainsi que la politique française semble avoir été perçue par les Touaregs. Dans une telle conjoncture, deux grandes options stratégiques s'offraient à eux : soit opter pour une résistance qui à terme ne pouvait se résoudre que dans un affrontement direct avec les forces coloniales, soit entamer des négociations et pratiquer une politique de rapprochement avec les autorités françaises. De fait, si depuis les toutes premières tentatives de pénétration française jusqu'en 1920 s'est manifestée une opposition permanente dans le temps et ponctuelle dans les actes, il est tout aussi évident qu'à la même époque un certain nombre de Touaregs optaient eux pour un rapprochement pacifique.

Entre 1880 et 1900, nombreuses furent les tentatives plus ou moins officielles de prises de contact, voire de « pré-

2. Aussi daté qu'il soit, cet ouvrage reste une référence et sur le point ci-dessus évoqué des écrits plus récents, de Gautier (1935) à Durou (1993), ne se démarquent pas de ce type de périodisation.

« négociations », entre Touaregs et autorités françaises. Face à l'avancée française, les habitants du Sahara central n'ont pas présenté un front uni. Toute cette période mérite donc une étude approfondie qui prend en compte les stratégies et tactiques des différents camps en présence. L'analyse de la venue en 1890 puis en 1892 de délégations mandées par les Touaregs afin de rencontrer les autorités françaises s'inscrit dans cette perspective. Les sujets abordés dans les deux cas furent similaires : attaque de la mission Flatters, possibilité d'accords commerciaux avec la France. Surtout en 1892, une interrogation domine toutes les autres pour la délégation touarègue : quelle sera, une fois installés à In-Salah, l'attitude des Français envers eux ? L'occupation des centres du Tidikelt ne signifiera-t-elle pas que cette région vitale leur serait de fait interdite ? Dès cette date, l'occupation d'In-Salah dans un avenir proche paraît en effet inéluctable.

Mais, avant même ces négociations, des groupes touaregs et les autorités françaises avaient eu l'occasion d'entrer en relation. Les nomades Chaamba de la région d'El-Golea, récemment ralliés à la France, avaient capturé en 1887, à Hassi Inifel, des touaregs qui étaient venus razzier leurs chameaux. Six d'entre eux furent livrés aux militaires français et retenus dans une prison d'Alger. On se servit de ces prisonniers pour contraindre les Touaregs à négocier. L'analyse des échanges qui eurent alors lieu permet de mieux cerner les enjeux de cette époque mais aussi les contradictions propres aux deux camps en présence. Au final, toutes ces tentatives n'eurent aucun résultat. Les prisonniers réussirent tous à s'évader et à rejoindre leur pays à l'exception de l'un d'entre eux qui trouva la mort dans l'expédition Crampel. Cet épisode qui prend parfois l'aspect d'un roman historique permet aussi d'un peu mieux connaître le pays, la langue et la culture des Touaregs. Emile Masqueray, éminent savant, professeur à l'Ecole supérieure des lettres d'Alger, entreprit auprès d'eux un travail de linguiste et d'ethnologue qui donna lieu, à plusieurs ouvrages et articles. De son côté, Henri Bissuel, 1^{er} adjoint au Bureau arabe d'Alger, interrogea les Touaregs retenus au Fort

de Bab-Azoum et publia, en 1888, son ouvrage *Les Touareg de l'Ouest* qui apporte un savoir nouveau sur la région et les habitants de l'Ahnet.

En 1900, comme cela était tout à la fois prévisible et annoncé, les Français s'emparent d'In-Salah et des centres du Touat-Tidikelt. Deux ans plus tard, une colonne française (un « contre-rezzou » selon le vocabulaire de l'époque) pénètre au cœur de l'Ahaggar et défait les guerriers touaregs au combat de Tit. Conséquence logique, en 1904, une délégation conduite par Mûsa agg Amastan vient rencontrer à In-Salah les autorités françaises et signer un accord de paix. Ainsi narrée l'expansion française au Sahara central relève de l'évidence et paraît ne poser aucun problème d'écriture historique. Or, fait étrange mais rarement évoqué, un an à peine après cette entrevue, Laperrine et les officiers sous ses ordres feront tout pour qu'une nouvelle rencontre ait lieu afin de véritablement sceller cette « soumission » et de nommer *amenûkal* Mûsa agg Amastan. Il y avait manifestement là un problème à élucider. Et ce d'autant plus que de nombreuses données provenant de ce dépouillement des pièces d'archives confirmaient que la rencontre entre le colonel Métois et Mûsa à In-Salah n'avait pas constitué, aux yeux de Laperrine et des siens, une soumission en bonne et due forme. Autant d'éléments qui obligent à revenir sur cette rencontre, à préciser et recontextualiser les tactiques et stratégies des camps en présence.

Un tel objectif exige que l'on se défasse d'une vision simpliste qui postule que les deux adversaires se présentaient comme des blocs unis et que l'on tienne compte des effets induits par ces divergences sur la politique suivie par le camp adverse. En ce qui concerne les Kel-Ahaggar, l'opposition entre deux lignes de conduites respectivement représentées par Atici et Mûsa, a souvent été relevée. Cependant ce constat doit encore être précisé voire nuancé. Sur le fond, ces deux hommes ont été le symbole soit d'une politique de « résistance » soit d'une politique de « collaboration »³. Mais,

3. Voir Bourgeot 1995, p. 285-310.

il est aussi nécessaire de prendre en compte un fait majeur : Atici a littéralement été « enfermé » dans ce rôle d'adversaire par la politique de Laperrine. La venue de Mûsa à In-Salah s'était faite avec l'accord (au moins tacite) de celui qui était encore l'*amenûkal* des Kel-Ahaggar et qui, à cette occasion avait quitté l'Ajjer où il s'était réfugié pour revenir s'installer sur ses terres. Là, en plusieurs occasions, il tenta d'entrer en contact avec les Français par l'intermédiaire d'officiers (tels Roussel et Dinaux) en tournée dans cette région. Mais Laperrine intima l'ordre formel à ses hommes de ne jamais entrer en pourparlers avec Atici. Mais, c'est surtout à propos du « camp français » que la vision simpliste l'emporte. Dans la plupart des écrits, il reste encore plus ou moins sous-entendu que la politique coloniale française se présentait alors comme un bloc homogène. Rien n'est moins sûr. Si l'on abandonne les stéréotypes « glorieux » de la littérature coloniale, il apparaît que de profondes divergences séparaient les principaux acteurs – coté français – de cet épisode historique. Certes, un accord de fond les réunissait : le Sahara devait devenir une terre française permettant ainsi l'unification en un même ensemble des possessions françaises d'Afrique du Nord et d'Afrique occidentale. Accord stratégique qui n'annule en rien les oppositions tactiques quant à la manière même d'atteindre un tel objectif.

Ainsi l'histoire de cette période cruciale ne peut s'écrire sans tenir compte de ce fait. Il ne s'agit donc pas de sombrer dans l'anecdote mais bien d'évaluer en quoi des contradictions présentes au sein même des deux camps en présence ont influé sur le cours des événements. C'est dire qu'on ne se trouve pas là face à de simples « conflits de personnes » mais bien en présence de véritables divergences qui se traduisent par des pratiques politiques différentes et ont bien évidemment des répercussions (plus ou moins directes) sur les populations du Sahara.

1

Hassi Inifel 1887 : un rezzou lourd de conséquences

Histoire d'un rezzou

Au départ, en juillet 1887, ce rezzou n'avait rien d'exceptionnel, il ne s'agissait, selon les termes même de Bissuel, « que d'un coup de main isolé, comme il s'en produit à chaque instant dans le Sahara [...] ».

A l'origine, on trouve une famille de Kel-Ahnet, celle du dénommé Hammani ag R'alem. Il était accompagné de cinq de ses frères et de son fils Baba ag Hammani¹. Ils s'adjoignirent le concours d'un guide reconnu : Abd es Sellam ould El Hadj R'adi. Ce dernier, âgé de dix-huit ans à peine, connaissait parfaitement le terrain et avait déjà participé à plusieurs expéditions guerrières notamment dans la région d'Hassi Inifel. Ses parents appartenaient aux Chaamba mais ils avaient quitté leur tribu et la région d'El-Golea plusieurs années auparavant pour venir se fixer dans celle d'In-Salah.

1. Un seul de ces sept hommes, Bassi ag R'alem, frère d'Hammami, est revenu vivant de cette opération.

Abd es Sellam était « pour ainsi dire étranger à cette tribu qu'il a quittée, pour n'y plus reparaître, à l'âge d'un an » (Bissuel 1891, p. 4). La petite troupe partit le 22 juillet de Ouhaïen (40 km au nord d'In-Ekker et 40 km au sud de Moulay Lahcene). Très vite, ce groupe initial fut rejoint par d'autres Touaregs (Kel-Ahnet et nobles Taytoq essentiellement). Si bien que l'expédition compta bientôt un peu plus d'une quarantaine de méharis. Après dix jours de marche, alors que le bivouac était installé dans l'oued Irès Mellen :

« [...] on se compta ; il y avait au bivouac 45 méhara, tous montés par des hommes vigoureux et déterminés. Les têtes s'échauffèrent ; avec une pareille force, on ne pouvait se contenter d'enlever les troupeaux de quelques tentes isolées ; le gros des chameaux des Mouadhi devait, selon la coutume, se trouver, sans gardien, aux environs des Gour Ouargla ; c'était là une capture assez importante pour flatter, à la fois, l'amour-propre et la cupidité des Touareg ; il fut décidé, par acclamation, qu'on la tenterait. » (*in* Bissuel 1891, p. 194)

Cette décision prise, le groupe se dirigea le plus rapidement possible vers le but fixé. Il arriva le 7 août sur les lieux où fut opérée la razzia. Pour réaliser cette audacieuse opération, le rezzou a donc mis 17 jours et parcouru plus de 800 kilomètres en plein été dont 300 en « pays montagneux »². Mais, prévenu par un des leurs, le dénommé Bou Hafs ben Lakhal qui résidait à In-Salah³, les Mouadhi – sous la direction de leur caïd Kaddour ben Belkheir – partirent à la rencontre du rezzou mais ils ne parvinrent pas à l'atteindre à temps. Ils se postèrent alors à Hassi Inifel. Ce puits, situé sur la piste

2. Pour illustrer la capacité des nomades sahariens à mener des expéditions lointaines et difficiles, H. Schirmer se réfère notamment à ce rezzou dont les membres « ont franchi plus de 850 kilomètres, dans l'espace de dix-sept jours, à l'époque des grandes chaleurs ». (1893, p. 277)

3. Bou Hafs est arrivé à El-Golea le 6 août après une marche forcée de 72 heures.

Ouargla In-Salah à environ 120 kms au sud-est d'El-Golea, était un lieu de passage obligé du rezzou sur son chemin de retour vers l'Ahnet⁴.

Pendant ce temps les membres du rezzou, arrivés le 7 août au pâturage où se trouvaient les animaux des Chaamba, enlevaient 130 chameaux. Puis, à l'instigation d'Abd es Sellam, ils se scindèrent en deux groupes : le premier, avec à sa tête Hammani l'instigateur du rezzou, prit le chemin du retour en emmenant les animaux raziés ; le second parcourut encore un peu la région à la recherche éventuelle d'autres prises. Il était entendu que les deux groupes devaient se retrouver au puits d'Hassi Inifel.

Le premier groupe y arriva le 8 août au matin⁵. Là les attendaient les Chaamba. Les Touaregs durent abandonner leurs prises. Un des leurs fut tué dans le court accrochage qui eut lieu alors ; un autre fut fait prisonnier ; les autres prirent la fuite. Selon Bissuel, dans une version qui reprend les dires des Chaamba : « Le caïd Kaddour ben Belkheir apprit, alors seulement, qu'une partie du rezzou était restée en arrière ; il l'attendit au Hassi Inifel [...] ». Le second groupe arriva au puits d'Hassi Inifel le lendemain aux alentours de midi. Quand ils virent qu'ils y étaient attendus par les Mouadhi, ils abandonnèrent leurs montures et se réfugièrent dans une *koubba* proche du point d'eau. Cet asile protecteur n'était autre que le tombeau de Sidi Abd el Hakem, fils de Sidi Cheikh, fondateur de la confrérie des Ouled Sidi Cheikh. Mais bientôt, pressés par la soif, ils sortirent un à un de ce lieu protégé et tombèrent sans combattre au pouvoir de leurs ennemis.

4. En 1892-1893, on construisit en ce lieu un fort sur l'éperon rocheux surplombant l'oued. Il fut abandonné en 1899.

5. Ce rapide aller-retour est ainsi commenté par Bissuel : « Un groupe tourne bride aussitôt et, quoique sa marche soit ralentie par les 130 chameaux r'azzés qu'il emmène, il est de retour au Hassi In Ifel le 8, vers 7 heures du matin. Or, du Hassi In Ifel à Daïet ed Drina, on compte 125 kilomètres. Ces 25 hommes ont donc franchi 250 kilomètres en 51 heures, et cela sans avoir pu boire autre chose que la maigre provision d'eau que chacun portait avec soi » (1891, p. 158).

Le 10 août, les Mouadhi reprirent le chemin d'El-Golea, avec leurs 18 prisonniers. Ce n'est que le lendemain, le 11 août, qu'il fut décidé de les tuer. Bissuel narre ainsi cet épisode :

« Le 11, pendant la marche, excités par leur succès, irrités par une agression que la paix jurée rendait injustifiable, les Mouadhi se rappelèrent les uns aux autres que, jadis, des Ouled Moulet, à qui ils avaient fait grâce de la vie dans des circonstances analogues, avaient, peu de temps après, organisé contre eux une nouvelle expédition. La mort des prisonniers fut résolue : huit d'entre eux furent fusillés séance tenante. » (1888, p. 199)

L'un des prisonniers, Chikkadh ag Khenni, de la tribu des Irechchoumen, ne fut que blessé. Il eut la présence d'esprit de simuler la mort et put s'échapper quand les Mouadhi se furent éloignés. Il parvint par la suite à rejoindre l'Ahnet. Quant à Aourar' ag Mehaoua⁶, il avait réussi à tromper la vigilance de ses gardiens la veille, dans la nuit du 10 au 11 août. Lui aussi put rejoindre sans encombre l'Ahnet. Par contre, neuf hommes, sept touaregs et deux « domestiques nègres » selon les termes du général Poizat, eurent la vie sauve. Pour Bissuel, ils furent épargnés car ils se placèrent sous la protection de deux chaamba, Ahmed ben Lakhal et son frère Mansour, qui « les entraînant en avant du gros des Mouadhi, parvinrent à leur sauver la vie » (1888, p. 199). Ce ne fut certainement pas une tâche aisée car deux des rescapés furent quand même

6. Dans le tableau de Bissuel recensant les participants du rezzou (1888, p. 202-203), Aourar' ag Mehaoua est mentionné comme « étranger » aux Touaregs de l'Ouest. Il est précisé face à son nom et à celui de son frère Moussa : « de la tribu des Ouled R'ali (imrad des Kel Rela du Hoggar) ». En fait, Mehaoua, le père d'Aourar, était un Dag-Ghâli qui s'était marié à une femme des Iwerweren et s'était dès lors installé dans l'Ahnet. Sur ce cas qui illustre de manière exemplaire l'importance du fait résidentiel, voir Foucauld 1925, p. 419 et Pandolfi 1998, p. 388.

blessés lors de cet épisode : Keenan ag Tissu à la main et Mastan ag Ser'ada à la cuisse⁷.

Les informations concernant cet épisode divergent selon les auteurs. Tel est le cas pour le nombre des victimes. Dans son ouvrage qui ne fut publié qu'après avoir reçu l'imprimatur du ministère de la Guerre, Bissuel donne le chiffre de 8 morts. Mais, d'autres bilans sont bien plus élevés. Camille Sabatier affirme que les Chaamba « tuèrent vingt-cinq hommes et firent sept prisonniers » (1891, p. 8). Quant à Duveyrier il écrira : « [...] onze hommes tués après qu'ils s'étaient rendus et huit notamment étant déjà prisonniers depuis un jour et demi ; deux hommes morts de soif et de faim dans leur fuite ; huit hommes disparus ; huit hommes prisonniers, dont deux ont été blessés après leur capture ». Et même le général Poizat, alors commandant de la division d'Alger, ou le gouverneur général parleront de dix morts dans leurs correspondances de l'époque⁸. De même, comme Bissuel lui-même le reconnaît *mezzo voce*, on doit insister sur un fait. Les Touaregs n'ont pas été tués lors d'un affrontement, d'un combat avec les Mouadhi. Ils furent exécutés de sang-froid deux jours après leur capture alors qu'ils étaient ramenés vers El-Golea. Dans une lettre, datée du 5 octobre 1887, adressée à Louis Tirman, alors gouverneur général d'Algérie, Poizat écrit :

« Bien que la plupart des Touareg n'aient pas succombé dans une véritable attaque et que le plus grand nombre de ceux qui ont trouvé la mort aient été plutôt la victime après leur capture d'animosité ancienne et de sentiments de vengeance de leurs ennemis héréditaires, il est néanmoins, à mon avis, de bonne politique de montrer aux chambaa que nous savons

7. Concernant la capture de Keenan, Masqueray précise : « Les Chaamba qui l'avaient pris l'ont désarmé, puis ont tiré sur lui, et lui ont cassé une main » (1890).

8. Dans une lettre que le général Poizat adresse au gouverneur Tirman le 6 septembre 1887 il est fait état de dix tués. Et, trois ans plus tard, le 6 septembre 1890, le même chiffre est mentionné dans un courrier du gouvernement général au préfet d'Alger.

ne pas oublier les services rendus et récompenser ceux qui nous servent. »

Le mode d'exécution n'est pas non plus toujours celui indiqué par Bissuel. Tout au long de son livre, ce dernier parle de « fusillés ». Mais Deporter écrira lui que les Mouadhi, après avoir capturé les touaregs, « en égorgèrent quelques uns [...] ». De même, Sidi agg Akeraji, le chef Taytoq, dans un courrier adressé au gouverneur en février 1890, affirme : « [...] après les avoir gardés plusieurs jours, ils en ont égorgé un certain nombre, puis vous ont conduit le reste ». Mais, hors ces macabres précisions, il est un autre point qui pose question. Pourquoi les Chaamba ont-ils finalement livré aux autorités françaises les prisonniers qui avaient réchappé au massacre ? Bissuel note à ce propos qu'il s'agit là d'un « fait sans précédent »⁹. Et Rinn sera plus explicite encore :

« Contrairement aux habitudes traditionnelles de nos nomades de l'extrême Sud, les Chamba, ayant repris leur bien, n'ont pas mis en liberté leurs prisonniers et ils les ont conduits à Gardhaia. C'est là un fait extrêmement important, car il montre que grâce à nos installations dans l'extrême-Sud, les nomades commencent à avoir confiance dans notre protection. » (1887, p. 321)

Cette remise des prisonniers aux militaires français est effectivement un fait sans précédent. D'ailleurs, le général Poizat n'y croyait pas vraiment. Dans un courrier du 19 août 1887, il transmet au gouverneur général le télégramme qu'il a reçu du commandant supérieur de Gardhaia. Cette dépêche qui fournit quelques renseignements sur les événements d'Hassi Inifel, annonce que les sept prisonniers sont à El-Golea et que le Maghzen est en route « afin de ramener si possible les prisonniers à Gardhaia ». Dans le commentaire

9. Les Touaregs « avaient obtenu la vie sauve et, fait sans précédent, ils furent remis à l'autorité française, après avoir été toutefois, dépouillés de tous leurs vêtements » (1888, p. 3).

qu'il ajoute au texte du télégramme, Poizat écrit : « Je doute fort que les prisonniers touareg soient encore à El-Golea. Il est probable que, suivant l'habitude dont ces populations du Sahara ne s'écartent que très rarement, les Mouadhi auront, une fois le premier moment d'excitation passé, rendu leur liberté à leurs prisonniers ». Par contre, la conclusion que tire Rinn nous semble plus discutable. On peut en effet supposer qu'en livrant leurs prisonniers aux militaires français, les Mouadhi trouvent là un moyen d'impliquer ces derniers et de se mettre sous leur protection en cas de représailles. Les touaregs tués ne l'avaient pas été au cours d'un combat ; ils avaient été exécutés le lendemain de leur capture. Il y avait là de quoi susciter la haine et le courroux de leurs compatriotes. Et très vite, les Mouadhi ont craint une action de représailles. D'où leurs nombreux courriers pour demander aide et renfort.

Dès septembre 1887, même s'il ne croit pas à une réaction immédiate, le général Poizat prend une série de mesures à même de renforcer la capacité de résistance des Mouadhi : mise à leur disposition d'armes à feu, mise en place de guetteurs dans différents points stratégiques etc. Enfin, un courrier daté du 14 septembre 1887 annonce que « [...] deux espions montés des meilleurs méhara sont partis pour In-Salah d'où ils seront plus à même, de renseigner le commandant supérieur de Gardhaia, sur les mouvements des Touareg ». Mesures d'autant plus justifiées que par divers canaux des informations semblent annoncer une mobilisation en vue de préparer une riposte. Ainsi, dans un de ses courriers, le commandant du cercle de Gardhaia rapporte que des « indigènes revenant du Sud » auraient signalé une rencontre entre Sidi agg Akeraji, chef des Taytoq, et Ahitaghel, chef des Hoggars, en vue de « tenter une agression contre nos tribus du Sud. Les contingents des Touareg seraient sur le point de se rassembler pour partir en harka. »

Assez rapidement, le groupe des prisonniers fut conduit à Gardhaia où ils restèrent quatre mois. A cette époque, le commandant supérieur du cercle était le commandant Deporter. Issu d'une modeste famille de colons établis à Constantine, il s'était engagé dès l'âge de 17 ans. Il fut amené à remplacer